

GOVERNANCE MONDIALE ET RÉGIONALE

Tatiana Kastouéva-Jean, chercheuse et directrice du centre Russie/NEI de l'Ifri

Je voudrais également vous entendre sur les organisations régionales et extrarégionales, car nous voyons que la gouvernance mondiale et la gouvernance régionale sont en jeu, il est donc très important de parler des différentes organisations régionales et mondiales. Le Kazakhstan est membre de presque toutes les organisations régionales, contrairement à la Géorgie et à la Moldavie, mes questions pour le Kazakhstan seront donc différentes. Quelle organisation régionale survivra à cette guerre en Ukraine ? L'Union économique eurasiatique est-elle très affectée par les sanctions ? L'Organisation du traité de sécurité collective a connu un moment de gloire en janvier avec l'opération de maintien de la paix au Kazakhstan, mais demeure impuissante dans le conflit du Haut-Karabakh et le conflit à la frontière entre le Kirghizistan et le Tadjikistan. À la mi-octobre, le Kirghizistan a annoncé l'annulation des exercices militaires prévus avec l'Organisation du traité de sécurité collective. Qu'en est-il par ailleurs de la Communauté des États indépendants ? La guerre en Ukraine n'est-elle pas le dernier clou dans le cercueil de cette organisation ? En revanche, les organisations qui dépassent le cadre de cette région semblent se porter plutôt bien, notamment l'Organisation de coopération de Shanghai et la Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie. Comment voyez-vous les choses ? Je formulerai ensuite des questions pour la Géorgie et la Moldavie.

Roman Vassilenko, vice-ministre des Affaires étrangères du Kazakhstan

Le Kazakhstan, qui est le plus grand pays enclavé et a pour voisins la Russie et la Chine, mène depuis son indépendance une politique étrangère multivectorielle. Celle-ci repose sur une approche équilibrée et a notamment pour priorité le renforcement de nos relations internationales qui passe par la mise en place d'organisations internationales pertinentes et nécessaires. Voilà pourquoi le Kazakhstan a été le fondateur, voire l'initiateur, de bon nombre des organisations que vous venez de citer, comme la Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie, qui est une organisation du type de l'OCS, créée il y a 30 ans à notre initiative.

Je voudrais toutefois mettre en avant l'exemple de l'Union économique eurasiatique créée au Kazakhstan en 2014, là encore à l'initiative des dirigeants du Kazakhstan. Pour nous, il s'agit avant tout d'une organisation économique, car nous voulons nouer des liens plus étroits avec le monde extérieur et cette union a permis la suppression des frontières douanières. Elle a ainsi grandement contribué au succès du transport terrestre Chine Europe à travers le Kazakhstan au cours des dix dernières années, avant le début de cette guerre. Nous continuerons à soutenir ces organisations. Nous continuerons à défendre nos intérêts nationaux, et vous avez peut-être entendu l'allocution prononcée hier par notre Président Tokayev devant les dirigeants de l'Union

économique eurasiatique, au Kirghizistan voisin, où il a déclaré que la coopération économique est la priorité absolue. Nous soutiendrons donc ces institutions. Nous croyons que chacune d'elles a un rôle spécifique à jouer.

Selon moi, la question n'est pas de savoir laquelle survivra. Chacune d'elles a en effet ses propres défis à relever. L'OTSC a aidé le Kazakhstan à venir à bout des troubles qui ont secoué le pays en janvier et, oui cette institution fait face à des défis et mène actuellement une réflexion sur sa future orientation ou raison d'être, mais nous pensons qu'elle a un rôle à jouer. Il ne faut pas oublier, bien sûr, que l'Afghanistan n'est pas loin de l'Asie centrale et du Kazakhstan et que ce pays est une priorité absolue pour plusieurs institutions que vous avez citées, notamment l'OTSC et l'Organisation de coopération de Shanghai. Aussi tragique que soit cette guerre, nous devons faire face à de nombreux défis autres que l'Ukraine, parmi lesquels on peut citer l'Afghanistan ou encore la migration illégale. Le changement climatique en est un autre. Nous continuerons donc à renforcer et à participer à toutes les institutions, tant qu'il en va de notre intérêt national.

Tatiana Kastouéva-Jean

Merci beaucoup. Je m'adresse maintenant à la Moldavie et la Géorgie. Pour vous, la question principale aujourd'hui est la relation avec l'Union européenne et l'OTAN. La Moldavie est désormais candidate. Comment voyez-vous le chemin vers l'adhésion ? Quel est votre plan d'action pour y parvenir et combien de temps cela pourrait-il prendre ?

Olga Rosca, directrice de cabinet du vice Premier ministre et ministre des Affaires étrangères de Moldavie

En effet, l'intégration européenne et l'adhésion à l'Union européenne constituent une priorité absolue pour le gouvernement actuel. C'est également le mandat que les citoyens ont confié au gouvernement, et nous ne ménageons donc aucun effort pour poursuivre les réformes malgré tous les défis que j'ai évoqués précédemment. Nous sommes conscients qu'il n'y a pas de raccourci sur le chemin de l'UE. Nous sommes déterminés à travailler dur. Nous sommes déterminés à entreprendre des réformes. Lorsque l'Union européenne nous a octroyé le statut de candidat, la Commission a recommandé neuf mesures. Ce plan d'action est en cours d'exécution, nous avons accompli environ un tiers du travail. Nous avons créé une Commission nationale pour l'intégration européenne, avec à sa tête le président, qui compte des représentants de la société civile et supervise l'avancement des réformes ouvrant la voie à l'adhésion à l'Union européenne.

Nous devons maintenant prendre des mesures de grande envergure. La plupart d'entre elles concernent le secteur de la justice, mais elles visent également à lutter contre l'influence des oligarques dans la sphère médiatique, dans la vie politique et dans l'économie. Nous nous employons également à renforcer les capacités administratives pour mettre en œuvre ces réformes. Pas plus tard que la semaine dernière, nous avons recruté 24 personnes au ministère des Affaires étrangères et nous nous préparons bien sûr aux négociations d'adhésion. Nous préparons le terrain en créant des groupes de travail et des mécanismes de coordination.

Tatiana Kastouéva-Jean

Je vous remercie beaucoup, Olga. M. Darsalia, permettez-moi d'être directe : êtes-vous déçu que la Géorgie n'ait pas obtenu le statut de candidat alors que vous avez exprimé très tôt votre orientation européenne ? Comment voyez-vous la relation avec l'Union européenne à moyen et long terme ?

Lasha Darsalia, premier ministre adjoint des Affaires étrangères de Géorgie

Tout d'abord, nous avons dit très clairement qu'une étape a déjà été franchie puisque notre pays s'est vu accorder une perspective européenne. C'est la première étape. Je ne vais pas vous mentir. La Géorgie avait de plus grandes attentes au vu de tout ce qu'elle a accompli au cours des deux ou trois dernières décennies, et nous espérons vraiment que la décision qui sera prise l'année prochaine sera fondée sur le mérite et que la Géorgie obtiendra le statut de candidat à l'Union européenne. Nous sommes résolument déterminés à poursuivre sur la voie des réformes. Nous avons entrepris ces réformes non seulement en raison de notre objectif d'adhésion, mais aussi et, avant tout, pour notre nation. L'ensemble de la classe politique géorgienne s'est engagée à poursuivre sur cette voie et nous espérons réellement que la prochaine décision permettra à la Géorgie d'avancer sur le chemin de l'adhésion.

En ce qui concerne la perspective européenne et euro atlantique, je tiens à dire que la Géorgie s'est fixé deux lignes rouges : l'intégrité territoriale et l'intégration européenne et euro atlantique. Les choses sont très claires, c'est vraiment une ligne rouge. Elle n'est pas rose ou d'une autre couleur. Il existe même un accord conventionnel là-dessus en Géorgie. J'utilise à dessein le terme « conventionnel » car nous avons inscrit dans notre constitution l'intégration européenne et euro atlantique de la Géorgie, ainsi que l'intégrité territoriale, qui est vitale pour tout pays. Le choix de l'intégration européenne et euro atlantique n'est pas seulement un choix de bien-être ou de sécurité. Il s'agit avant tout d'un choix de valeurs, notre volonté de choisir la partie du monde, la civilisation, auxquelles nous appartenons. Voilà pourquoi cela représente une ligne rouge pour les Géorgiens.

Je voudrais dire quelques mots concernant les organisations internationales. La Géorgie soutient fermement le multilatéralisme, et j'espère vraiment que lorsque nous nous remettrons au travail pour améliorer l'architecture de la sécurité européenne ou réparer tous les dommages causés au système international par l'invasion de l'Ukraine, le multilatéralisme en tant que principe en sortira renforcé. Vous avez demandé quelle organisation nous soutenons, en fait la Géorgie soutient de manière générale le multilatéralisme, et nous espérons que les organisations qui constituent le multilatéralisme survivront.

Tatiana Kastouéva-Jean

Merci beaucoup, M. Darsalia, votre réponse offre une transition parfaite pour ma prochaine question.